

"Notre société ressemble à celle de l'Ancien Régime"



09.10.10 | 15h31

| 09.10.10 | 15h31 • Mis à jour le

Hakim El Karoui, 39 ans, banquier d'affaires chez Rothschild, ancienne plume de Jean-Pierre Raffarin à Matignon, fait partie des nouvelles élites françaises. Il publie *Réinventer l'Occident. Essai sur une crise économique et culturelle* (Flammarion, 241 pages, 17 euros, à paraître le 13 octobre), dans lequel il analyse ce qu'il appelle "*la désoccidentalisation*" du monde. Selon lui, du fait de ses changements internes, l'Occident - et notamment l'Europe et la France - est ébranlé par la mondialisation. Il doute de sa prospérité face à l'Asie, craint l'immigration et l'islam et s'interroge sur sa cohésion sociale et politique. Et parce qu'il est incapable de construire un modèle économique viable et un espace politique commun, il piétine ses valeurs et cherche des boucs émissaires.

Nul pessimisme pourtant, chez ce normalien, agrégé de géographie. S'il s'alarme de la résurgence d'une "*société d'Ancien Régime*", c'est pour mieux croire qu'une France "*ournée vers le monde plutôt que tournée vers elle-même*" peut être le moteur d'une nouvelle régionalisation du monde. Né d'un père tunisien et d'une mère française, tous deux universitaires, il défend le modèle d'intégration à la française. En 2007, M. El Karoui avait soutenu Ségolène Royal. Pour 2012, il attend de voir quels politiques tiendront les discours "*les plus inventifs*" sur l'Europe et la régulation économique.

Comment expliquez-vous le mouvement de crispation des sociétés européennes ?

Les Européens se rendent compte que le nouvel individualisme - qui est une bonne nouvelle - remet fondamentalement en cause l'organisation de nos démocraties. Ils ont pris conscience que leur modèle économique où la dette, privée ou publique, remplaçait la hausse des salaires n'est plus viable. Dans le même temps, ils ont perdu trois monopoles : l'éducation supérieure (les pays émergents les rattrapent), l'avenir (nous vieillissons), l'histoire (il n'y plus d'évolution automatique entre économie de marché et démocratie). Du coup, ils prennent peur et cherchent des boucs émissaires : l'immigré, le musulman, mais aussi le Wallon en Belgique ou le Sudiste en Italie. C'est toujours celui qui est proche, en même temps différent et plus faible, qui est visé. La désoccidentalisation du monde fait que les classes moyennes se sentent menacées et deviennent menaçantes. Il faut leur donner des réponses. C'est une urgence démocratique.

Par quoi les classes moyennes se sentent-elles fragilisées ?

Par l'organisation actuelle de la mondialisation qui ne leur laisse pas de place. Depuis vingt ans, nous assistons à une polarisation sociale extrêmement forte : de plus en plus de riches, de plus en plus de pauvres et de plus en plus de gens qui ont le sentiment d'être en voie de déclassement social. Dans la mondialisation, il y a des gagnants - ceux dont la compétence est de niveau mondial - et des perdants - ceux qui n'ont plus leur place dans les nouveaux processus de production. On essaye de les gérer, mais c'est difficile.

Les jeunes servent de variables d'ajustement à la productivité des entreprises ? Ils se révoltent face au CPE (*contrat première embauche*). Les fonctionnaires d'Etat, même s'ils restent protégés par leur statut, se savent déclassés et ont le sentiment que, pour eux, d'une certaine manière, l'histoire est finie ? Ils sont prêts à tout pour garder leurs acquis.

La crise économique aggrave ces phénomènes...

Oui, parce qu'il ne s'agit pas seulement d'une crise financière, comme on voudrait le laisser penser. L'origine de la crise se trouve dans l'endettement excessif des ménages américains et européens. Pendant des années, on a remplacé les salaires par l'endettement - public ou privé, selon les pays. Ce système a explosé avec la crise, et il faut donc s'attendre à

ce qu'en Occident les classes moyennes et populaires expérimentent une baisse inédite de leur niveau de vie. Or, tant que les gouvernements européens n'auront pas trouvé les moyens de relancer les salaires, ils seront tentés de trouver dans le populisme, de droite ou de gauche, la justification de leur existence. A droite, on joue sur la xénophobie ; à gauche, sur la haine des patrons présentés comme des voyous.

Vous comparez la France actuelle à la société d'Ancien Régime. Pourquoi ?

Nous ne sommes pas dans une société pyramidale comparable à celles des pays émergents. Mais notre société ressemble effectivement de plus en plus à celle de l'Ancien Régime avec une base très large, une petite élite, et une masse assez importante de personnes - des avocats, des médecins à honoraires libres, des professionnels des loisirs... - qui travaillent pour la petite élite au sommet. Le reste de la société est entraîné vers les emplois de services peu qualifiés, payés 40 % de moins que les emplois industriels. Qui occupera ces emplois de services ? Les plus fragiles, femmes, jeunes et enfants d'immigrés.

Dans ce contexte difficile, le système français d'intégration des immigrés fonctionne-t-il ?

Oui, je le crois, malgré les apparences. Nous n'intégrons pas les immigrés, nous les assimilons. Du coup, plus le système fonctionne, plus les différences s'estompent parce que les immigrés sont devenus des Français comme les autres. Ce modèle crée de l'anxiété parce qu'on voit toujours ce qui va mal et jamais ce qui fonctionne. Or, lorsqu'on observe globalement les populations issues de l'immigration, on se rend compte qu'en termes de réussite scolaire, de mariages mixtes, de comportements démographiques, de progression sociale, les évolutions sont positives.

J'observe d'ailleurs qu'aujourd'hui on fait la distinction entre les immigrés d'origine sub-saharienne et les deuxièmes générations issues du Maghreb. Qu'est-ce que ça signifie ? C'est le signe que les Maghrébins, arrivés vingt ans avant les Subsahariens, ont 20 ans d'avance dans le processus et qu'on commence à considérer que, même s'il y a toujours des difficultés, l'intégration fonctionne.

Pourquoi la France doute-t-elle de son modèle d'intégration ?

Je fais le parallèle avec la situation des juifs français au XIX^e siècle : c'est au moment où ils se posaient la question de l'assimilation que les attaques antisémites ont été les plus fortes. Je crois que c'est la même chose aujourd'hui pour les enfants d'immigrés issus d'Afrique du Nord : c'est précisément parce qu'ils sont en train d'être assimilés qu'ils concentrent autant d'attention et de haine. On se focalise sur les échecs et la haine de certains. Mais, ils sont minoritaires, et on oublie la majorité.

Ayons confiance en nous. Nous ne nous rendons pas compte du chemin parcouru ces dernières années. Souvenez-vous des revendications de la "Marche des beurs" au début des années 1980 : les marcheurs réclamaient la fin des ratonnades et une carte de résident de dix ans. Aujourd'hui, leurs enfants veulent l'égalité : ils ont assimilé les valeurs de la République. Prenez les PME des secteurs innovants, la diversité n'est même plus un sujet ! Même chose dans la jeunesse : la société métissée est une évidence pour les jeunes.

Mais, évidemment, tout n'est pas rose : la ghettoïsation de certains territoires - très riches, d'un côté, très pauvres de l'autre - fait peser un risque sur l'ensemble du processus d'intégration. C'est un point sur lequel il faut une politique très volontariste pour lutter contre l'enfermement social et culturel. La politique du logement doit empêcher la concentration d'immigrés, quitte à être directif. Partout où ils vivent, les immigrés doivent être minoritaires. C'est la clé de leur assimilation.

Comment l'Occident peut-il se réinventer ?

En se disant que la désoccidentalisation du monde peut être une opportunité. La jeunesse a besoin de nouveaux combats : la suppression de la peine de mort, le combat des femmes, la paix en Europe, c'est de l'acquis. Il faut laisser la société engendrer de nouveaux héros. Le besoin de solidarité est toujours là, Internet est un gigantesque réseau d'entraide. Sur le plan politique, il faut accepter que la légitimité vienne d'en bas : des individus, pas des institutions. Si on arrive à retrouver un peu de sérénité nationale, on pourra s'atteler au grand oeuvre de notre époque : la réinvention de la construction européenne, qui nécessite au préalable de redéfinir l'intérêt général européen. Au fond, la concurrence des pays émergents est une chance : cela nous oblige à penser de nouvelles formes de régulation qui ne peuvent passer que par l'Europe. La Chine doit permettre à l'Europe de se remettre au service de ses citoyens. Et à l'Occident d'être fidèle aux valeurs qu'il a inventées.

Propos recueillis par Luc Bronner et Cécile Prieur

Article paru dans l'édition du 10.10.10

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Index | Aide et contact | Publicité
